

La pandémie, cette remarquable matière à penser



© Kei Scampa / Pexels

La pandémie de Covid-19 bouscule la façon dont chacun·e appréhende le monde. En interrogeant des notions et valeurs comme l'espace public, l'utopie ou la frontière, elle exige de prendre le temps de la réflexion.

Par **Thierry Gutknecht**, travailleur social et enseignant de philosophie, Fribourg *III*

La pandémie actuelle doit être saisie comme un événement dans le sens qu'elle instaure une rupture dans le déroulement des faits habituels. Elle oblige à distinguer un avant et un après. Elle chamboule le quotidien et bouscule la manière d'appréhender le monde. Elle est sans aucun doute une formidable matière à penser qui exige de prendre le temps de la réflexion et de penser le temps long des sociétés. Différentes dimensions peuvent être identifiées afin de soutenir cette entreprise.

Un événement de cette ampleur renvoie tout d'abord à une interrogation autour du désir de connaissance. Celui-ci a peu à voir avec la mise en avant d'un simple droit de savoir, essentiel en démocratie. Il engage bien plutôt en direction des exigences et des efforts liés à une telle recherche, dont l'enjeu final est la capacité de jugement, de décision et d'action. Ce cheminement implique de vouloir réellement rechercher la connaissance par l'élaboration et la problématisation souvent incertaines de situations complexes, d'échanger nos perspectives avec d'autres et de croiser les différents types de savoirs aussi riches que fragiles dans leur articulation. Mais cela exige en outre d'assumer la tension entre la nécessité d'agir et ce qui pourrait être appelé un nécessaire scepticisme modéré, tant l'impossibilité à saisir totalement la réalité doit être articulée avec l'importance de l'appréhender de manière suffisamment adéquate pour l'interroger, pour nous y engager et agir.

Centralité et fragilité du doute et de la critique

Face à un événement aussi conséquent se pointe la centralité et la fragilité de l'exercice du doute et de la critique. Le doute est exigeant et risqué, à force d'un mauvais usage, de mener à se méfier de tout, à perdre un esprit critique véritable et à oublier son rôle, qui est de « contribuer à la fiabilité du savoir » (Stengers, 2020). Plus encore, une

véritable critique exige une attention aux mots, mais aussi aux concepts. Essentielle, elle rend sensibles au fait que l'humain s'engage et interagit dans le monde à partir de ceux-ci, ou, pour parler comme Descola, que les êtres forgent et changent le monde à partir de ces mots et concepts.

La dimension liée aux affects [1] est également centrale. Ils influencent notre rapport au monde. Ils le colorent, en quelque sorte. À la fois essentiels et inséparables de l'existence, ils peuvent de surcroît restreindre ou au contraire stimuler les capacités cognitives. De ce fait, ils influencent les actions – il n'y a qu'à penser à la peur et à ce qu'elle peut engendrer comme biais cognitifs, mais aussi au ressentiment, à la colère ou à la curiosité et à la gaieté [2]. Il est dès lors essentiel de les identifier, de préciser leurs effets sur le fonctionnement d'une collectivité.

Il faut par ailleurs relever un lien entre affect et valeurs. Si l'on prend à nouveau l'exemple de la peur, on voit qu'elle peut être indicatrice d'une valeur qui nous importe, la sécurité. Elle peut mener à en écarter d'autres, la liberté, notamment, pour faire écho au contexte de la pandémie. Nous serions menés dans un contexte spécifique à donner priorité à une valeur sur une ou plusieurs autres. Il y a donc bien une relation significative entre affect et valeurs, au même titre que, comme vu précédemment, il existe un rapport fort entre affect et réflexivité.

Si la valeur est définie en un sens large comme « ce à quoi nous tenons », il s'agit de prendre en compte ces valeurs qui nous importent en tant qu'individu et collectivité, mais aussi de réfléchir sur la valeur de nos valeurs. Cette dimension des valeurs doit à son tour être reliée à celle des vertus. La prudence, en son sens philosophique, et le courage sont deux exemples significatifs de vertus à travers lesquelles les valeurs peuvent être revendiquées ou cherchées à être actualisées. Faire preuve de courage consiste ainsi à être prêt à mettre son statut, sa réputation, voire son intégrité physique en jeu pour interpellier autrui autour d'une idée, d'une décision ou d'une action avec laquelle on est en désaccord et qui implique des valeurs auxquelles on est attaché [3].

La démocratie pour répondre aux enjeux de la pandémie

La dimension de la démocratie et de sa capacité à répondre aux enjeux posés par la pandémie de Covid-19 est également fréquemment soulevée. Ces dernières décennies, il n'a sans doute pas été accordé suffisamment de considération à la démocratie, notamment quant à ce que l'on appelle ses conditions substantielles ou éthiques. Elles sont un paramètre nécessaire pour donner une réelle consistance au dispositif démocratique : le désir du ou de la citoyenne de participer aux affaires communes, l'aptitude à porter un jugement et à s'autolimiter, l'exercice de vertus comme le courage et la tempérance, la confrontation d'idées, de valeurs et de projets de société. Autrement dit, la pandémie oblige chacun-e à se déterminer sur son désir de démocratie et donc, forcément, sur ce qui est entendu par cette dernière.

Un autre point essentiel en lien avec la démocratie porte sur l'espace public. Valoriser celui-ci consiste à instaurer des espaces dans lesquels les discours de chaque acteur ont des effets tout en s'inscrivant dans des rapports de force. Ils peuvent être appropriés par autrui, appuyés, débattus, contestés. Ils rendent effectivement possible une participation des citoyen-ne-s, où il est question de former son opinion, mais aussi de pouvoir participer à la décision politique, tout en assumant le dissensus.

De tels espaces doivent également permettre d'identifier des points inaudibles propres à une époque. Ces points circulent en effet dans la société, sans cependant accéder à la conscience critique de la population. Ils sont recouverts par d'autres discours, du fait de leur caractère dérangeant et de leur incompatibilité avec le fonctionnement sociétal. Il n'y a qu'à penser au thème du dérèglement climatique, inaudible par la majorité jusqu'à récemment, mais aussi à celui du commun. Ce dernier semble réapparaître depuis peu dans le débat démocratique : au sein d'une collectivité prennent place des individus qui, tout en étant différents sous certains aspects parfois non négligeables, instituent et valorisent du commun entre eux. Il peut s'agir d'un bien commun, de références et de ressources communes, matérielles ou immatérielles, culturelles ou naturelles, auxquels ces personnes attribuent de

la valeur et tiennent pour essentiels.

Utopie et frontière, deux dimensions liées

La pandémie actuelle remet aussi l'utopie sur le devant de la scène, en tant qu'instrument d'une critique sociale et politique de la société. L'utopie doit être considérée à sa juste valeur, comme « un idéal régulateur » (Kant) qui sort le·a citoyen·ne de l'ornière du monde tel qu'il est, tout en exigeant qu'il·elle considère dans le même temps la valeur de ce qui a été acquis par ses prédécesseur·e·s. Il s'agit de parier sur la capacité des gens à initier ainsi qu'à accueillir du nouveau. Cette aptitude exige cependant d'assumer la part d'imprévisibilité, de contingence et de fragilité de toute action.

Cette dimension de l'utopie renvoie à celle de la frontière. Dans la période actuelle d'incertitudes et d'inconnues, le risque est grand d'un repli sur soi, derrière sa frontière et sur son territoire. L'enjeu est d'arriver à penser collectivement la manière dont nous nous rapportons aux démarcations et à ce qu'elles délimitent et distinguent. Le problème n'est pas la frontière en soi, mais ses multiplications, leurs rigidités, la façon dont elles discriminent ou les effets qu'elles ont pour certain·e·s. Comme le relève Balibar (1994, p. 342), il s'agit d'interroger de manière démocratique « l'institution et les modalités d'institution de la frontière ».

Il est par ailleurs essentiel de poser la question de la conscience d'une appartenance commune à un voire plusieurs ensembles plus vastes – l'espèce humaine, le monde du vivant, la planète terre, par exemple. Ceux-ci sont cependant pensés, vécus et estimés par des individus à chaque fois situés dans un lieu ou plutôt un milieu spécifique, propre à chacun·e. Il en résulte une manière toujours particulière et ancrée de se considérer et de s'appréhender comme citoyen·ne d'un pareil ensemble. Parallèlement, cela n'implique nullement de renier ses particularités – mon histoire, mon milieu, etc. –, mais évite de se figer dans celles-ci. On peut alors parler de cosmopolitisme situé pour évoquer cette articulation, aujourd'hui particulièrement porteuse d'enjeux, entre la dimension globale et la dimension locale du rapport à l'environnement.

La pandémie pour questionner la justice sociale

Enfin, comme le relève Fassin (2020), l'idée que la vie doit être protégée s'est désormais imposée dans nos sociétés. La pandémie ne vient que confirmer cet impératif avec une intensité particulière. Mais elle fait plus encore prendre conscience des inégalités sociales en matière de santé (Bourque et Quesnel-Vallée, 2006, p. 46) et de ses déterminants sociaux que sont l'exclusion sociale, le chômage, le logement, l'alimentation, la petite enfance, le gradient social ou l'éducation. Si l'on considère que les inégalités sociales sont aujourd'hui en augmentation et qu'elles se traduisent sous la forme de disparités de morbidité, de mortalité et d'espérance de vie, alors il y a bien « une incorporation de l'inégalité, réalisant l'inscription de l'ordre social dans les corps » (Fassin, 2000, p. 100). Là aussi, la pandémie de Covid-19 vient rappeler ce constat et doit nous provoquer autour de ce que Fassin appelle « des hiérarchies implicites d'humanité » (2000, p. 111).

C'est en somme, ni plus ni moins, la possibilité d'une « vie vivable » qui est posée, selon l'expression de Butler (2020). La philosophe la présente comme « une vie incarnée, capable d'habiter des espaces qui cherchent à orchestrer et à faire avancer cette vie, pas sa maladie ou sa mort ». Une telle possibilité de vie implique des conditions qui manquent indéniablement à nombre d'individus, proches ou éloignés de nous. C'est bien ici qu'est posée la question de la justice sociale, de la solidarité – une solidarité dont il s'agit de questionner l'orientation – et de la valeur donnée à l'existence d'autrui. Et de la responsabilité de chacun·e, en tant que membre d'un monde commun, de prendre du recul afin d'être capable de saisir ce qui arrive, tout en étant encore dans l'événement.

Bibliographie

- Aristote (1992). *Ethique de Nicomaque*. Paris : Flammarion.
- Balibar, E. (1994). Qu'est-ce qu'une frontière ? Dans M.-C. Caloz-Tschopp, A. Clevenot et M.-P. Tschopp (dir.), *Asile, Violence, Exclusion en Europe* (p. 335-343). Genève : Co-éd. Cahiers de la Section des Sciences de l'Education, Université de Genève et Groupe de Genève.
- Bourque, M., Quesnel-Vallée, A. (2006). « Politiques sociales : un enjeu de santé publique ? ». Dans *Lien social et Politiques*, (55), La santé au risque du social, pp. 45-52.
- Butler, J. (2020). [Penser un monde nouveau. Une égalité radicale](#). L'Humanité. Récupéré le 3.9.20.
- Fassin, D. (2000). Entre politiques du vivant et politiques de la vie : pour une anthropologie de la santé. *Anthropologie et Sociétés*, 24 (1), *Terrains d'avenir*, pp. 95-116.
- Fassin, D. (2020). [Covid-19 : du déni des inégalités à la police sanitaire](#). *Contretemps. Revue critique communiste*. Récupéré le 3.9.2020.
- Gutknecht, T. (2020). Travail social, espace public et démocratie : quelle place pour la prudence ? Dans M. Kuehni (Ed.), *Le travail social sous l'œil de la prudence* (pp. 47-64). Basel : Schwabe Verlag.
- Stengers, I. (2020). [Covid-19 : du bon usage du doute??](#) La Croix. Récupéré le 3.9.2020.

[1] Nous entendons par affect un état de l'esprit tel qu'une émotion, un sentiment, une humeur ou encore une sensation.

[2] Le ressentiment, par exemple, est sans doute l'affect le plus préjudiciable pour le lien social, mais aussi particulièrement actuel. Quant à la colère, elle peut également paraître au premier abord un affect à éviter. Elle acquiert cependant une valeur positive, voire devient essentielle si l'on est capable, comme le relève Aristote (1992, p. 123), d'être en colère pour les choses qu'il faut, contre les personnes qui le méritent, de la façon qui convient, au moment adéquat et aussi longtemps que nécessaire.

[3] Au sujet de la prudence et de sa centralité comme vertu pour le citoyen dans une démocratie, nous renvoyons au texte *Travail social, espace public et démocratie : quelle place pour la prudence ?* (Gutknecht, 2020, pp. 47-64)

[4] Cet article est publié dans une version longue, sous le titre « Les exigences de l'événement – l'exemple de la pandémie de Covid-19 », dans la revue en ligne *Désésil*